



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 2 février 2026

Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti

Vendredi 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements racistes de la police fédérale de l'immigration (ICE). C'était aussi le jour choisi par Bruce Springsteen pour se rendre à Minneapolis chanter pour la première fois sur scène sa chanson écrite en quelques heures en hommage à Renée Good et Alex Pretti, tous les deux assassinés par l'ICE dans les rues de cette ville, désormais au centre de la révolte contre la politique criminelle de Trump. Celui-ci a dû, sous la pression de la rue, faire partir de la ville l'infâme Bovino, chef de l'ICE.

« ICE out ! »

Le 23 janvier, c'est une véritable journée de grève générale contre l'ICE qui avait été organisée à Minneapolis conjointement par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires. La population était appelée à « ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses ». Il n'y avait pas eu de grève générale dans cette ville depuis 1934 et dans aucune autre ville des États-Unis depuis 1946 !

Entre 50 000 et 70 000 personnes ont alors manifesté par -20° C, sur une population de 500 000 habitants. Alex Pretti, infirmier dans un hôpital, était en grève quand il a été abattu : il participait alors à une action collective d'observation, d'alerte et d'interposition pacifique contre les rafles de l'ICE.

Ce sont des milliers d'Américains qui s'organisent depuis des mois pour braver la violence d'État et offrir à leurs sœurs et à leurs frères de classe, pourchassés en raison de leur couleur de peau ou de leur nationalité, une solidarité concrète, allant de l'aide matérielle (nourriture, abri, aide à fuir les arrestations) à la confrontation physique avec l'ICE.

Le racisme d'État n'a pas été inventé par Trump

Aux États-Unis, après des siècles d'esclavage puis de ségrégation, on peut toujours mourir très facilement sous des coups et des balles policières quand on est Afro-Américain. Un soulèvement de masse comme après l'assassinat de George Floyd en 2020 (déjà à Minneapolis), porté par le mouvement « Black Lives Matter », avait alors montré que des millions d'Américains ne supportaient plus cela.

Aujourd'hui, c'est un vent de révolte qui se lève contre l'ICE, notamment responsable en 2025 de la mort de 32 personnes internées dans les prisons spéciales, de véritables camps de concentration, placées sous son commandement. Le témoignage récent du tennisman français Julien Pereira, ressorti amaigri de 7 kilos de son internement d'un mois dans un de ces « centres », en a dévoilé un peu l'enfer quotidien. L'ICE a été mise en place en 2003 par Bush. Ni Obama ni Biden ne l'ont remise en cause durant douze années de présidence démocrate cumulées. D'ailleurs, si en octobre 2025, l'administration Trump annonçait avoir expulsé plus de 400 000 personnes en « seulement » 250 jours, l'administration Obama en avait expulsé 2,5 millions en l'espace de huit ans. Le démocrate Biden avait déporté 270 000 « sans-papiers » lors de sa dernière année de mandat, ce qui constituait un record.

Ici aussi, le racisme d'État tue

Les images de l'exécution de Renée Good par l'ICE rappellent celles de l'assassinat de Nahel par un policier à Nanterre en 2023. El Hacen Diarra, jeune travailleur immigré de nationalité mauritanienne, est mort à Paris le 15 janvier d'un arrêt cardiaque dans les locaux du commissariat du 20^e arrondissement après une arrestation brutale par la police. La vidéo de son arrestation rappelle celle de George Floyd, mort étouffé sous le genou d'un policier. Ici aussi la police tue.

Ici aussi, des sans-papiers sont raflés, conduits en centre de rétention et expulsés. Ce ne sont ni Bovino ni Trump qui mènent cette politique, mais Nuñez et Macron, sous les encouragements de Bardella et de Le Pen. Alors, nous aussi, organisons-nous et faisons bloc avant qu'il ne soit trop tard !

Confidentialité à géométrie variable

Il y a quelques semaines, des influenceurs et youtubers ont été invités à visiter le site. Ils ont notamment visité et filmé le labo de chimie, pourtant inaccessible aux salariés de Lardy qui ne travaillent pas dans ce bâtiment.

La confidentialité, c'est quand ça arrange la direction. Surtout si elle peut en profiter pour nous cloisonner et limiter les échanges entre nous... Alors, n'hésitons pas à sortir de nos bâtiments et à discuter avec les salariés d'autres secteurs !

Réorganisation de la réorganisation

Le projet Ampère 2.0 a finalement été dévoilé et tient du prodige : la direction a réussi à faire marche arrière sans revenir au point de départ... La filiale dédiée à l'électrique se retrouve presque vidée de salariés, qui sont transférés dans 4 autres filiales, dont l'avenir est loin d'être garanti.

La direction reconnaît donc que le grand plan de De Meo a échoué et que le démantèlement du groupe génère des situations absurdes... mais c'est pas pour autant qu'on va tous être réintégrés chez Renault. Au total, 7500 salariés auront été filialisés depuis 2021. Manière de nous mettre en concurrence, de tout niveler vers le bas et de se préparer à couper les branches qui ne seront pas assez rentables.

Même si le code du travail permet de nous trimballer d'une boîte à l'autre, on n'est pas des pions !

NAO : Un morpion, 2 réunions et puis s'en vont ?

La direction n'a aucune intention de nous faire des cadeaux lors des NAO. Elle prévoit deux réunions pour boucler l'affaire et on connaît d'avance les arguments : l'inflation qui a reculé, le contexte du secteur... Et elle veut renvoyer chaque salarié à sa notation dans la grille à 9 cases.

On sait bien que rien de bon ne sortira de ces bilans individuels. Au contraire, profitons de la période des NAO pour la jouer collectif et faire entendre nos revendications : 400€ d'augmentation de salaires par mois pour tout le monde !

Solidarité avec les travailleurs de Lisi Automotive

Lisi a annoncé la fermeture de son usine à Puiseux-Pontoise (95) qui produit des fixations pour l'automobile, sous-traitant de Stellantis, Renault, Mercedes : 135 licenciements prévus avant juin.

Malgré les 211 millions d'euros de profits en 2024, ce groupe international en veut toujours plus et planifie donc le transfert de l'activité en Allemagne, Hongrie et Maroc pour économiser. Preuve que ce n'est pas une PME en galère : la famille Peugeot elle-même est actionnaire de Lisi !

En grève depuis plusieurs jours, les salariés n'ont pas l'intention de se laisser jeter avec des cacahuètes.

Capgemini, Thales et Parrot complices de l'ICE

Le groupe Capgemini a été épingle par la presse car il vend ses services de traque des migrants à la police de Trump. Mais ce n'est pas la seule entreprise tricolore à avoir obtenu de juteux contrats avec l'ICE et ses flics meurtriers et racistes.

Les groupes Parrot et Thales aussi. Parrot fournit ainsi des drones de surveillance à ICE, mais aussi à l'armée de terre, la marine et la police aux frontières des États-Unis. De son côté, Thales vend à la police de l'immigration un système de gestion des données biométriques, pour les contrôles d'identité.

Et le patron de Capgemini a osé prétendre qu'il n'était pas au courant de l'existence de ce contrat de 365 millions de dollars avec le gouvernement US !

Le Medef nous refait le coup du CPE

Le Medef propose la création d'un nouveau type de CDI, « *pouvant être rompu sans motif pendant les premières années* ». Le CDI est censé offrir une certaine sécurité de l'emploi, notamment en limitant les possibilités de rupture sans motif. Le Medef veut y mettre fin.

Il suggère aussi de réviser le Smic, « *qui peut parfois constituer un frein à l'emploi pour les primo-entrants* ». Ce qui signifie en langage clair que les nouveaux embauchés pourraient être payés en dessous du Smic. De plus, le syndicat patronal suggère d'abaisser, « *en deçà d'un certain âge* », la durée minimale des contrats à temps partiel, de supprimer les délais de carence entre deux CDD ou encore d'augmenter leur durée légale.

Une déclaration de guerre aux jeunes et aux salariés, qui rappelle le Contrat Première Embauche de 2006. A l'époque, le premier ministre Villepin avait dû reculer face à la rue. Souhaitons au MEDEF le même sort !

Lait infantile : industriels criminels, État complice

Après le scandale de la contamination du lait infantile, le ministère de l'Agriculture a décidé de diviser par deux le seuil limite de céréulide autorisé dans les laits infantiles (la toxine responsable de la contamination de ces produits pour bébés). Mieux vaut tard que jamais... Cette toxine provient d'une huile produite par un fournisseur chinois auprès duquel s'approvisionnent les géants de l'agro-industrie (Nestlé, Danone, Lactalis...), qui ne sont manifestement pas très regardants sur la qualité.

Le ministère prétend que « *la protection de la santé des nourrissons constitue la priorité absolue des autorités sanitaires* », mais les premières alertes datent de la fin novembre 2025. Pendant deux mois, les ministères de l'Agriculture et de la Santé ont laissé faire les industriels. Même quand il s'agit de nourrissons, nos vies passent après leurs profits.